

**Amis de la Confédération paysanne**  
**Campagne Décidons de notre alimentation.**

Le 3 février 2020

**Objet** : Interview (par Michel Besson, référent de la Campagne Décidons de notre alimentation aux Amis de la Conf') de Mr Gregory GENDRE, maire et candidat de la commune de DOLUS (17 – Île D'Oléron) pour les élections municipales de Mars 2020.

Monsieur,

Comme vous le savez, nous décidons très peu de notre alimentation, dont la production, la transformation et la distribution sont en grande partie conditionnées par l'agro-industrie. Nous pensons que c'est aux citoyens.ne.s d'en décider, et nous avons quelques questions à vous poser à ce sujet:

1. Dans votre programme, comment pensez-vous faire évoluer les modes de production, pour favoriser une agriculture paysanne? Quels moyens envisagez-vous pour appuyer la structuration de filières paysannes, bio et locales, rémunératrices pour les agriculteurs et les agricultrices ? Envisagez vous d'intervenir pour acquérir des terres agricoles sur votre commune pour installer de nouveaux paysans ?

Réponse : Dans la continuité de ce que nous avons fait pendant le mandat précédent, nous allons continuer à travailler sur le foncier agricole, avec la Communauté de commune, avec un salarié consacré spécifiquement à ce sujet. Il s'agit de contacter les multiples propriétaires, car nous sommes dans une zone de tension avec beaucoup de parcellaire diffus. C'est donc compliqué pour quelqu'un qui voudrait s'installer de contacter tout le monde en vue d'avoir des grands ensembles. On a identifié des terres, sur des zones à potentialité agricole, grâce principalement aux agriculteurs en place, en lien avec la problématique de l'eau, car sur l'île il n'y a plus d'autorisation de forrage et de plus en plus de périodes de sécheresse. En parallèle cela nous permet de lutter contre les friches, parce que l'on a la grosse question des sangliers comme tout le monde.

Quelle relation avez-vous avec la SAFER ?

Sur ce plan c'est plutôt la Communauté de commune qui travaille avec la Safer et donc nous y participons aussi. Ce sont les collègues de l'Urba qui s'occupe de cela quand il y a des préemption à faire. En revanche on n'aura pas un adjoint chargé spécifiquement de l'agriculture car on a un programme qui s'appelle « De la graine et du naissain (la pêche) à l'assiette ». On a vraiment une dynamique transversale là-dessus.

2. Quelles seront vos actions pour mettre en place une restauration collective durable intégrant la loi EGALIM : avec des produits au maximum locaux, bio, équitables, moins carnés et de meilleure qualité ?

Nous nous procurons les produits locaux pour nos écoles, avec un vrai pôle d'achats de produits agricoles de saison. C'est pour cela que nous travaillons avec le réseau Un Plus Bio et Ecocert. Et dans les manifestations que l'on organise, les marchés de nuits, les festivals d'art de rue, etc, nous travaillons aussi avec des food-trucks qui eux aussi ont l'habitude de s'approvisionner auprès des producteurs locaux.

On va continuer tout cela car maintenant on a valeur d'exemple. Il y a d'autres villes qui viennent voir ce que l'on fait, mais aussi des parents d'élèves ou d'autres associations. On a fait faire une évaluation de nos politiques publiques, pour mesurer les externalités et faire un bilan de l'impact concret des actions mises en place par la mairie de Dolus de 2014 à 2020. En voici un exemplaire. Cela concerne l'alimentation, comme l'atelier cuisine et les cantines, mais aussi le logement, la permanence numérique, l'autonomie des jeunes, la navette municipale, l'aménagement des rues ou le site de la Cailletière, une ancienne colonie de vacances que nous avons dédié aujourd'hui à une grand nombre d'activités alternatives.

Pour aller plus loin, pensez-vous reprendre en régie la restauration collective ? Si ce n'est pas le cas, comptez-vous adopter un cahier des charges plus exigeant sur ces sujets ?

3. Comment pensez-vous protéger la ressource en eau, en assurer une meilleure qualité et un accès garanti à toutes et tous, en la considérant comme un bien commun ? Envisagez-vous d'utiliser votre droit de préemption dans le cadre de la nouvelle loi sur les Aires d'alimentation de captages d'eau (AAC) ?

4. Existe-t-il un Projet Alimentaire Territorial (PAT) sur votre territoire ?

Oui, il est traité par la Communauté de communes. C'était la bonne échelle. Il y a quand même un côté marketing derrière. Nous, à Dolus, on décidé d'avancer, avec tout ce que j'ai dit précédemment, mais aussi notre lutte contre MacDo, etc. On est plutôt moteur là dessus. En parallèle on a mis en place un espace agricole sur le site de la Cailletière, dans le cadre de l'autonomie et de la résilience alimentaire, avec « Champ du partage » qui fait partie du réseau Récita. Nous avons aussi chaque semaine des ateliers cuisine qui fonctionnent très bien.

5. Mettrez-vous fin au développement de grandes surfaces commerciales sur votre territoire, en développant le commerce de proximité (par exemple coopératif) ?

On utilise les outils assez classiques, comme le ScoT et le DAC, le Document d'aménagement commercial. 84% du territoire d'Oléron est classé, plus la loi littorale, avec 0% d'artificialisation. On a validé le nouveau PLU, en lien avec la Chambre d'agriculture. A Dolus on a un magasin « Coop » et s'il ferme, l'un de nos projets est d'en faire une épicerie coopérative sociale et solidaire.

6. Avez-vous déjà envisagé la mise en place d'un Conseil citoyen *Agriculture et alimentation* dans votre commune et ses quartiers ?- si oui, quelle est sa composition ? - si non, êtes-vous intéressé.e par cette proposition ? Pensez-vous que ces Conseils pourraient se fédérer au niveau territorial, régional puis national ?

On n'est pas allé jusque là car je ne savais pas que cela pouvait exister mais dans notre liste il y a des gens très motivés par la question participative

7. Pensez-vous impulser et soutenir des actions de sensibilisation et de formation sur cette transition auprès de différents publics (habitant.es, élu.es, agent.es territoriaux, jeunes, acteurs économiques, etc), notamment par la mise en place d'espaces de production et d'éducation alimentaire au coeur des villes ?

Oui, c'est ce que l'on fait au quotidien. C'est notre programme. Pour éviter trop de personnalisation, on a décidé que pour le prochain mandat je serai beaucoup moins en avant. Déjà je ne suis plus le porte parole, avec la presse. Trois collègues le font. Ca me fait du bien. On a par ailleurs un nouveau directeur d'école qui est super et pendant les pauses de midi on a établi un projet global que l'on échange aussi avec les enfants.

8. Serez-vous prêt à vous investir et à faire pression sur les eurodéputés pour changer la PAC et aller vers une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC), selon [les 12 priorités](#) définies par la Plateforme Pour une autre PAC ?

9. Envisagez-vous de mettre en place des outils de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels (PAEN, Zone agricole protégée, PLU / PLUi, ScoT, Agenda 21, ... )? ([Voir réponses plus haut](#)).

10. Connaissez-vous l'outil [PARCEL](#), mis en place par Terre de liens, la FNAB et BASIC ? Il est à la disposition des collectivités pour permettre d'évaluer les facteurs

nécessaires à la relocalisation de la production sur votre territoire.

Oui, nous connaissons bien cet outil. Nous sommes en relation avec Terre de liens. Pour l'instant nous ne l'avons pas utilisé mais une jeune, très compétente, que nous avons embauché en service civique, va s'en saisir.

11. Que ferez-vous pour soutenir les associations oeuvrant à une alimentation choisie, de qualité pour toutes et tous ?

12. Comment vous positionnez-vous sur la question de la démocratie alimentaire, pour que tous les citoyens puissent enfin décider de leur alimentation et envisagez-vous d'autres dispositions dans ce sens ?

Sous le mandat précédent, on a « tapé dedans »... suite à cela j'ai participé à la mise en place du Pacte pour la transition, signé par beaucoup d'organisations, par rapport aux municipales, mais aussi à la campagne Un Plus Bio. Pour le prochain mandat j'aurai un rôle moins de fonceur et plus de coordinateur. Les bases ont été posées, on va stabiliser. Le danger est aussi le verdissement hypocrite des grandes entreprises. Ca passe à la télé, maintenant c'est drôle, tu vois à la mi-temps de France-Angleterre une pub pour Knor qui t'explique qu'il n'y a plus de E271 dans leur soupe grâce à la mobilisation des consommateurs ... Il faut donc se battre en permanence, c'est comme ici contre l'implantation de MacDo, une lutte que toi et vous, les Amis de la Conf', avait aussi soutenue. Il faut mettre en place une autre alimentation, et ce matin j'ai encore reçu un jeune de 25 ans qui veut développer lui aussi un food truck avec des produits bios et locaux. Ca fait plaisir. J'ai 42 ans, et quand je vois un jeune comme lui qui arrive, c'est super. Hier j'étais aussi devant des jeunes à La Rochelle pour parler des nouveaux métiers du recyclage et le reste, donc je suis personnellement confiant là-dessus. Il y a des nouvelles générations qui vont s'engouffrer là dessus. Nous sommes pleins de gens. Et nous démontrons que ça marche ! Ici on a même baissé l'endettement, on a la taxe d'habitation la moins chère de l'île.

Nous vous remercions de vos réponses, que nous publierons dans le souci d'aider nos concitoyen.ne.s à mieux cerner les enjeux de ces élections en ce qui concerne notre alimentation et la protection de notre planète.

PS : Notre démarche d'interpellation des candidats se réalise avec les organisations nationales et locales suivantes :

[Les Ami.e.s de la Confédération paysanne](#), [Confédération paysanne](#), [Terre de liens](#), [ATTAC](#), [Réseau des AMAP Ile-de-France](#), [MIRAMAP](#), [Collectif des associations citoyennes \(CAC\)](#), [Nous voulons des coquelicots](#), [Nature et Progrès](#), [FADEAR](#), [Paniers solidaires Réseau Cocagne](#), [ISF Agrista](#), [Ingénieurs sans frontières](#), [Les Cols verts](#), [ASPRO PNPP](#), [CIVAM 07](#), [Collectif pour le Triangle de Gonesse](#).